****

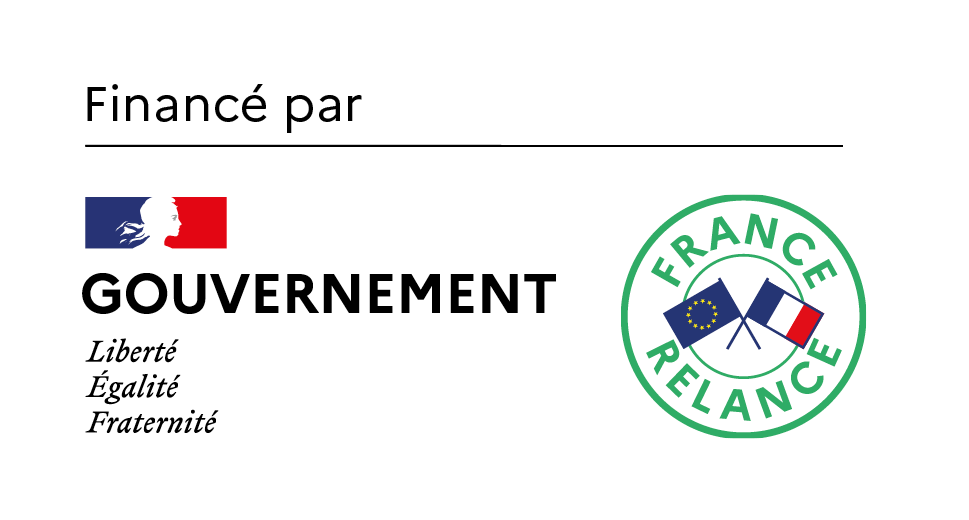
**IDRA – Initiative pour le Développement des Résidences autonomie**

**Dossier de candidature 2023**

**pour la création de places nouvelles de**

**Résidences Autonomie**

**sur le département de la Seine et Marne**

****

****

**IDRA – Dossier de candidature 2023**

**INTRODUCTION**

1. **Critères d’éligibilité à IDRA**

L’initiative pour le développement des résidences autonomie (**IDRA**) a vocation à soutenir exclusivement les opérations de création de nouvelles places en résidence autonomie (construction neuve, transformation, extension d’une résidence autonomie existante) qui répondent aux exigences suivantes :

* des localisations pertinentes et favorables à l’inclusion des personnes et à l’amélioration de l’équité dans l’accès à l’offre, au travers de deux critères cumulatifs suivants : 1/une implantation dans un secteur avec un accès facile aux commerces de proximité avec un arrêt de transport en commun évidement accessible, 2/ des espaces verts et une voirie environnante globalement accessible ;
* la nécessité d’envisager des partenariats en amont pour inscrire la résidence autonomie dans un continuum d’offres :
  + des solutions d’externalisation et de mutualisation doivent être recherchées avec d’autres établissements et services médico-sociaux du secteur, dans un souci d’optimisation des coûts pour le résident et de continuité des prestations (cuisine, blanchisserie, accès aux soins, activités de loisirs…);
  + un projet immobilier pensé immédiatement pour prévoir la mixité des usages et des partenariats : cabinets médicaux, structures médico-sociales, logements ordinaires, logements intergénérationnels, services publics, tiers-lieux, …
  + un partenariat entre le PRIF\* et le gestionnaire de la résidence autonomie pour y déployer une offre collective de prévention de la perte d’autonomie ouverte sur l’extérieur permettant à l’établissement de rayonner sur son territoire.
* L’ouverture possible de la résidence à une diversité de public conformément à la réglementation dans la limite de 15% de la capacité autorisée (personnes handicapées, étudiants ou des jeunes travailleurs).
* L’engagement sur une tarification modérée des prestations annexes.

Dans ce cadre, le Conseil départemental de Seine-et- Marne souhaite encourager la création d’un minimum de **137 nouvelles places en résidence autonomie** pour couvrir les besoins identifiés sur son territoire. Actuellement, le département dispose d’une capacité installée de 2 017 places réparties dans 31 résidences.

Afin de favoriser un ou des projets innovants, il est proposé de ne pas restreindre le cahier des charges en ne se limitant pas à un opérateur, entendu qu’un ou plusieurs projets pourront être retenus que ce soit pour de la construction neuve, de la transformation ou de l’extension d’une résidence autonomie.

Les projets favoriseront une démarche « Haute qualité environnementale », afin de notamment limiter les charges énergétiques de fonctionnement.

Chaque gestionnaire de résidence autonomie, qui serait retenu par le présent dispositif IDRA, s’engagera conventionnellement à respecter les prestations minimales, individuelles ou collectives définies par le décret n°2016-696 du 27 mai 2016.

Chaque gestionnaire lauréat s’engagera également conventionnellement à accueillir dans ses locaux, des actions collectives de prévention, pouvant être ouvertes sur l’extérieur, organisées notamment par le PRIF\*. Il devra aussi optimiser le « forfait autonomie » versé par la Conférence des Financeurs, au titre des actions de prévention de la perte d’autonomie.

Pour être éligible, le Département de Seine-et-Marne demande un démarrage des travaux au plus tard au 30 juin 2026, sans report possible de cette date-butoir. La déclaration de début de travaux en fera foi.

Enfin, elle s’engagera à mettre à jour la fiche synthétique de présentation de l’établissement dans la base de données SEFORA (Système d’Exploitation du Fichier Optimisé des Résidences Autonomie) en fonction des évolutions (il est demandé aux gestionnaires des résidences autonomie, en partenariat avec le propriétaire, de compléter ou mettre à jour la fiche synthétique de leur établissement, en se connectant à partir d’un lien individuel qui leur sera communiqué sur demande).

**À lire attentivement :** pour les projets de reconstruction, rénovation ou transformation d’une résidence autonomie existante sans extension de capacité, le gestionnaire ne peut pas déposer de dossier IDRA.

Il est cependant invité à mobiliser les aides à l’investissement en faveur des résidences autonomie proposées par l’assurance retraite Ile-de-France.

Page internet de référence :

https://www.lassuranceretraite-idf.fr/home/partenaire/soutenir-financierement-les-projets/lieux-de-vie-collectifs.html

Pour les projets mixtes associant une partie de réhabilitation et une partie d’extension de la capacité, les candidatures devront présenter le projet dans sa globalité en fléchant la subvention IDRA uniquement sur les nouvelles places et les aides régionales de l’assurance retraite Ile-de-France habituelles sur les places rénovées.

**Modalités d’attribution des financements**

Le montant de l’aide financière accordée dans le cadre d’IDRA s’élève à **5.000 € par place nouvelle créée** en Seine-et-Marne, sous la forme d’une subvention d’investissement versée par l’assurance retraite Ile-de-France.

L’obtention de l’aide financière accordée dans le cadre d’IDRA ne présume pas d’une habilitation à l’aide sociale de la résidence-autonomie concernée.

L’engagement financier fera l’objet d’une convention entre l’assurance retraite Ile-de-France et le demandeur afin de garantir les meilleures conditions de réalisation du projet, une bonne utilisation des crédits et fournir les éléments de contrôle nécessaires. L’initiative pour le développement des résidences autonomie (IDRA) étant financée par le Ségur de la Santé (fonds européen) le porteur de projet s’engagera, par écrit auprès de l’assurance retraite Ile-de-France, à ne pas demander d’autres fonds européens pour ce même projet.

La demande de financement doit comprendre les documents prévus dans la liste figurant en **annexe 1.**

La demande doit être transmise au préalable au Conseil Départemental de Seine et Marne à l’adresse à consulter ci-dessous uniquement par voie électronique (taille maxi du message et des annexes 4Mo).

[autonomie@departement77.fr](mailto:autonomie@departement77.fr)

indiquer «  Objet = Dossier projet IDRA »

**Les dossiers de candidature devront être déposés complets, uniquement par mail à l’adresse suivante** [**autonomie@departement77.fr**](mailto:autonomie@departement77.fr) **au plus tard le 31 mars 2024.**

**IDRA – Dossier de candidature 2023**

**Annexe 1**

**LISTE DES DOCUMENTS A FOURNIR**

**Le dossier à fournir est composé des éléments suivants, qui sont à adapter en fonction du projet présenté :**

* **Documents administratifs**

Pour tous les projets (créations ou extensions) :

* Courrier de demande d’aide financière daté et signé par le porteur du projet,
* Fiche d’identification du demandeur et de la structure **(conforme au modèle - annexe 2),**
* Statut juridique du demandeur
* Extrait de délibération approuvant l’opération et son plan de financement prévisionnel,
* Certificat d’éligibilité ou non au fonds de compensation de la TVA (pour les collectivités territoriales),
* Attestation URSSAF précisant que le demandeur est à jour du versement de ses cotisations sociales (de moins de 3 mois),
* R.I.B.
* Lettre de soutien non exclusif délivrée par le Conseil Départemental de Seine-et-Marne pour la création/extension de places pour l’opération visée (en amont d’une mise à jour de l’autorisation réglementaire).

Pour les extensions de résidence autonomie :

* Convention de gestion passée entre le propriétaire et le gestionnaire,
* Autorisations des autorités compétentes (si requises),
* Courrier de demande d’aide financière, cosigné par le propriétaire et le gestionnaire de la résidence autonomie.
* **Documents techniques**

Pour tous les projets :

* Note d’opportunité / trame d’instruction dûment complétée **(conforme au modèle - annexe 3 ou 3 bis),**
* Calendrier prévisionnel détaillé avec respect de la date du 30 juin 2026 pour le début des travaux (permettant d’identifier les délais pour accomplir les différentes étapes de réalisation du projet depuis l’obtention de l’autorisation jusqu’à l’ouverture de la structure),
* Si en possession du demandeur : montage juridique de l’opération et présentation du projet architectural et environnemental décrivant avec précision l’implantation sur le site, la situation juridique du terrain d’assiette de l’opération, la nature des locaux et les aménagements extérieurs en fonction de leur finalité et du public accueilli ou accompagné (les plans prévisionnels et les superficies exprimées en surface plancher conformément à la réglementation en vigueur et la SHOB si vous êtes en mesure de la fournir)
* Si le projet est suffisamment avancé, note détaillée de l’architecte sur le projet, décrivant la qualité du projet architectural, la surface et la nature des locaux individuels et collectifs en fonction de la finalité et du public accueilli, l’adaptation des locaux au public ainsi que l’impact environnemental.

Pour les extensions de résidence autonomie :

* Plans de situation, de masse, plans de coupe et de façade, plans des locaux au 1/100ème de l’existant,
* Etat détaillé des surfaces de l’existant, avec précision des surfaces dédiées à la résidence autonomie et des espaces partagés si le projet est une extension d’un EHPAD
* **Documents financiers**
* KBis (pour les sociétés commerciales),
* Bilan et compte de résultats pour l’année N-1 (pour les promoteurs de statut privé),
* Budget prévisionnel financier détaillé du projet, et plan de financement prévisionnel avec justificatifs des financeurs sollicités,
* **Documents relatifs à la vie dans l’établissement**

Pour tous les projets (créations ou extensions) :

* Avant-projet d’établissement (il doit permettre un accompagnement des personnes retraitées et être fondé à la fois sur le développement de leur vie sociale, l’ouverture de la structure sur l’extérieur et la prévention de la perte d’autonomie et des effets du vieillissement)
* Organigramme prévisionnel et nombre des ETP,
* Partenariats envisagés avec les acteurs locaux,

Pour les extensions de résidence autonomie :

* Projet d’établissement, projet de vie sociale, planning des activités,
* Règlement de fonctionnement ou règlement intérieur,
* Contrat de séjour, Livret d’accueil,
* Conventions de partenariat avec les services et établissements locaux (CLIC ou autres structures de coordination, services à domicile, établissements, associations…),
* Rapports d’évaluation interne et externe disponibles (CPOM forfait autonomie, autres).

**IDRA – Dossier de candidature 2023**

**Annexe 2**

**FICHE D’IDENTIFICATION**

* **Demandeur :**
* Raison sociale**:**
* Adresse **:**
* Tél / Courriel :
* Statut juridique :
* N° FINESS (pour l’extension des résidences autonomie) et/ou SIRET :
* Nom et qualité de la personne légalement habilitée à signer la convention d’attribution d’aide financière et ses coordonnées :
* Nom et qualité de la personne en charge du dossier et ses coordonnées :
* **Résidence autonomie concernée :**
* Dénomination :
* Adresse ou lieu d’implantation envisagé :
* N° FINESS et/ou SIRET :
* **Propriétaire des locaux :**
* Demandeur
* Autre, à préciser :
* Raison sociale :
* Adresse :
* Statut juridique :
* **Gestionnaire de l’établissement :**
* Demandeur
* Autre, à préciser :
* Raison sociale :
* Adresse :
* Statut juridique :
* N° FINESS et/ou SIRET :
* Liste des ESMS déjà gérés par le gestionnaire :

**IDRA – Dossier de candidature 2023**

**Annexe 3**

**MODÈLE DE NOTE D’OPPORTUNITÉ**

* **Description du projet futur suivant l’état d’avancement**
* Construction neuve / bâti existant / extension / transformation
* Superficies et capacités envisagées (logements + espaces communs)
* Descriptif de la population hébergée (projet à visée intergénérationnelle ou non)
* Montant plafonné des loyers
* Habilitation à l’Aide Sociale (OUI / NON)
* Conventionnement à l’APL (OUI / NON)
* Difficultés rencontrées, contraintes…
* **Description du contexte local**
* Objectifs, motivations du projet
* Territoire d’implantation : description de l’environnement / Implantation / Proximité des transports, services, loisirs et commerces
* Etablissements pour personnes âgées dans le canton ou la commune (nombre d’établissement par type, nombre de places par établissement)
* Partenariats existants avec les structures agissant en faveur des personnes âgées
* Etude de besoin sur le territoire réalisée (OUI / NON) – si oui, transmettre les documents utiles (analyse démontrant la pertinence de créer des places de résidences autonomie, en adéquation avec les besoins identifiés en lien avec la commune et les acteurs du territoire).

**Le contenu de la note d’opportunité peut être adapté en fonction du projet.**

**Il est conseillé d’apporter les réponses chiffrées sous forme de tableaux.**

**IDRA – Dossier de candidature 2023**

**Annexe 3 bis**

**TRAME D’INSTRUCTION**

**RESIDENCE AUTONOMIE**

**NOM DE LA STRUCTURE**

Objet de la demande :

# 1. Structure concernée

Dénomination et adresse

# 2. Identification

|  |  |
| --- | --- |
| Propriétaire |  |
| Gestionnaire |  |
| Propriétaire du terrain |  |
| Capacité autorisée |  |
| Signature du CPOM | Date de signature |
| Forfait autonomie | OUI – NON et montant |
| Forfait Soins | OUI – NON et montant |
| Habilitation à l’aide sociale départementale | OUI - NON |
| Convention APL | OUI - NON |
| Accueil de bénéficiaires de l'ALS | OUI - NON |
| Montant plafonné des loyers |  |

# 3. Caractéristiques générales

|  |  |
| --- | --- |
| Type de projet | Construction neuve / Bâti existant / extension / transformation |
| Superficies envisagées (logements + espaces communs) |  |
| Capacités envisagées (logements + espaces communs) |  |
| Objectif, motivations du projet : | |
| Difficultés rencontrées, contraintes : | |

# 4. environnement

|  |  |
| --- | --- |
| **Implantation géographique** | |
| Localisation de la résidence | Urbain, rural, péri-urbain |
| Proximité des commerces, des services et des transports |  |
| Mise à disposition d’un moyen de transport |  |
| **Environnement gérontologique et sanitaire à proximité** | |
| Centre hospitalier | Oui - Non |
| EHPAD | Oui - Non |
| Service de Soins Infirmiers A Domicile | Oui - Non |
| Service d’aide à domicile | Oui - Non |
| Professionnel de santé | (à préciser) Oui - Non |
| EHPA | Oui - Non |
| Intégration dans une filière gériatrique | Oui - Non |
| Partenariats existants avec les structures agissant en faveur des personnes âgées | Oui – Non (préciser) |
| Etude de besoin sur le territoire réalisée | Oui – Non (si oui, transmettre les documents utiles – analyse démontrant la pertinence de créer des places de résidences autonomie, en adéquation avec les besoins identifiés en lien avec la commune et les acteurs du territoire) |

**Le contenu de cette trame peut être adapté en fonction du projet.**

**Il est conseillé d’apporter les réponses chiffrées sous forme de tableaux.**

**IDRA – Dossier de candidature 2023**

**Annexe 4**

**COORDONNÉES DES CAISSES REGIONALES**

**Annexe 4 : Coordonnées des caisses régionales et des Conseils Départementaux (à venir)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Caisse** | **Départements** | **Nom des référents de la caisse régionale** | **Coordonnées téléphoniques / mail** | **Adresse postale** |
| **Carsat Alsace-Moselle** | Moselle (57), Bas-Rhin (67), Haut-Rhin (68) | Sandrine BREITEL | 03.88.25.25.01  [polepretsetsubventions@carsat-am.fr](mailto:polepretsetsubventions@carsat-am.fr) | 36, rue Doubs  67077 STRASBOURG Cedex |
| **Carsat Aquitaine** | Dordogne (24), Gironde (33), Landes (40), Lot-et-Garonne (47), Pyrénées-Atlantiques (64) | Nelly GIVRAN | 05 56 11 64 62  [nelly.givran@carsat-aquitaine.fr](mailto:nelly.givran@carsat-aquitaine.fr) | 80 avenue de la Jallère  Quartier du Lac  33053 BORDEAUX CEDEX |
| **Carsat Auvergne** | Allier (03), Cantal (15), Haute-Loire (43), Puy-de-Dôme (63) | Arnaud VILLAUME | 04 73 42 89 67  arnaud.villaume@carsat-auvergne.fr | 5 rue Entre les Deux Villes 63036 CLERMONT-FERRAND CEDEX 9 |
| **Carsat Bourgogne et Franche-Comté** | Côte d’Or (21), Doubs (25), Jura (39), Nièvre (58), Haute-Saône (70), Saône-et-Loire (71), Yonne (89), Territoire de Belfort (90) | Mariette DE FREITAS | 03 80 33 11 65  [prets.subventions@carsat-bfc.fr](mailto:prets.subventions@carsat-bfc.fr) | 46 rue Elsa Triolet  21044 DIJON CEDEX |
| **Carsat Bretagne** | Côtes d'Armor (22), Finistère (29), lle-et-Vilaine (35), Morbihan (56) | Cécilia ROMERO | 02 99 26 74 84  [actionimmo@carsat-bretagne.fr](mailto:actionimmo@carsat-bretagne.fr) | 236 rue de Châteaugiron 35030 RENNES CEDEX 9 |
| **Carsat Centre-Ouest** | Charente (16), Charente-Maritime (17), Corrèze (19), Creuse (23), Deux-Sèvres (79), Vienne (86), Haute-Vienne (87) | Marie Christine JUDE | Tel : 05 55 45 39 61  [appelaprojetlvc@carsat-centreouest.fr](mailto:appelaprojetlvc@carsat-centreouest.fr) | 37 avenue du Président René Coty  87048 LIMOGES cedex |
| **Carsat Centre Val de Loire** | Cher (18), Eure-et-Loir (28), Indre (36), Indre-et-Loire (37), Loiret (45), Loir-et-Cher (41) | Arnaud POIRIER  Sandra HEMON | 02 38 81 54 35  [gestionactionscollectives@carsat-centre.fr](mailto:gestionactionscollectives@carsat-centre.fr)  02 38 81 54 98 | 30 boulevard Jean Jaurès  45033 ORLEANS CEDEX 1 |
| **Carsat Hauts de France** | Aisne (02), Nord (59), Oise (60), Pas-de-Calais (62), Somme (80) | Sophie VANDECAVEYE  Lucile GUILBAULT | [sophie.vandecaveye@carsat-nordpicardie.fr](mailto:sophie.vandecaveye@carsat-nordpicardie.fr)  lucile.guilbault@carsat-nordpicardie.fr | 11 allée Vauban  59662 VILLENEUVE D’ASCQ CEDEX |
| **Cnav Ile-de-France** | Paris (75), Seine-et-Marne (77), Yvelines (78), Essonne (91), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94), Val-d’Oise (95) | Joachim DA SILVA  Chargé d’action sociale,  référent lieux de vie collectifs | [dasif-lvc@cnav.fr](mailto:dasif-lvc@cnav.fr) | Cnav Ile-de-France  Direction de l’action Sociale Ile-de-France  110 avenue de Flandre  75951 PARIS Cedex 19 |
| **Carsat Languedoc-Roussillon** | Aude (11), Gard (30), Hérault (34), Lozère (48) Pyrénées Orientales (66) | Anne ROCHAT  Valérie BRUGUIERE | 04 67 12 94 45 - 07 64 46 41 20  [montpellieractionsocialeetsante@carsat-lr.fr](mailto:montpellieractionsocialeetsante@carsat-lr.fr) | 29 cours Gambetta  CS 49001  34068 MONTPELLIER CEDEX 2 |
| **Carsat Midi-Pyrénées** | Ariège (09), Aveyron (12), Haute-Garonne (31), Gers (32), Lot (46), Hautes-Pyrénées (65), Tarn (81), Tarn-et-Garonne (82) | Catherine LATAPIE  Manon BELOT  Chargée d'Action Sociale Collective  Service Action Sociale  Karine BOMBAIL responsable Pole Animation et développement des Territoires | 05 62 14 88 25  [toulousebalresidenceautonomie@carsat-mp.fr](mailto:toulousebalresidenceautonomie@carsat-mp.fr)  [Catherine.LATAPIE@carsat-mp.fr](mailto:Catherine.LATAPIE@carsat-mp.fr)  [Manon.belot@carsat-mp.fr](mailto:Manon.belot@carsat-mp.fr)  [Karine.bombail@carsat-mp.fr](mailto:Karine.bombail@carsat-mp.fr) | 2 rue Georges Vivent  31065 TOULOUSE  CEDEX 9 |
| **Carsat Nord-Est** | Ardennes (08), Aube (10), Marne (51), Haute-Marne (52), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Vosges (88) | Nadine FRIRY  Christophe ROYET | 03.83.34.48.74  [lvc@carsat-nordest.fr](mailto:lvc@carsat-nordest.fr)  03.83.34.49.09  [lvc@carsat-nordest.fr](mailto:lvc@carsat-nordest.fr) | 81-83-85 rue de Metz 54073 NANCY CEDEX |
| **Carsat Normandie** | Calvados (14), Eure (27), Manche (50), Orne (61), Seine-Maritime (76) | Sophie NOBLET | 02.35.03.48.54 – 06.02.10.41.07  [Sophie.noblet@carsat-normandie.fr](mailto:Sophie.noblet@carsat-normandie.fr) | Avenue du Grand Cours 76028 ROUEN CEDEX |
| **Carsat Pays de la Loire** | Loire-Atlantique (44), Maine-et-Loire (49), Mayenne (53), Sarthe (72), Vendée (85) | Solen RIPOCHE | 02.51.72.60.55  [nantesbalactionsocialecollective@carsat-pl.fr](mailto:nantesbalactionsocialecollective@carsat-pl.fr) | 2 place de Bretagne  44932 NANTES CEDEX 09 |
| **Carsat Rhône-Alpes** | Ain (01), Ardèche (07), Drôme (26), Isère (38), Loire (42), Rhône (69), Savoie (73), Haute-Savoie (74) | Mme Nathalie VOGE  Responsable du Département Projets et Partenariats –Direction de l’Action Sociale | [lieux.vie.collectifs\_ra@carsat-ra.fr](mailto:lieux.vie.collectifs_ra@carsat-ra.fr) | 69436 LYON CEDEX 3 |
| **Carsat Sud-Est** | Alpes de Haute-Provence (04), Hautes-Alpes (05), Alpes-Maritimes (06), Bouches-du-Rhône (13), Corse-du-Sud (2a), Haute-Corse (2b), Var (83), Vaucluse (84) | Marion AMBROSETTI  Florent BRETHOU  Valérie MERLIN | 04 91 85 97 53  [lieuxdeviecollectifs@carsat-sudest.fr](mailto:lieuxdeviecollectifs@carsat-sudest.fr)  04 91 85 78 15  04 91 85 76 31 | 35 rue George 13386 MARSEILLE CEDEX 20 |
| **CGSS Guadeloupe** | Guadeloupe (971) | Franciane MASSINA  (Responsable département action sociale retraite  Max JOACHIM  (Chargé de projets logement, habitat, LVC, relations avec les bailleurs sociaux) | 0590 90 50 77  [franciane.massina@cgss-guadeloupe.fr](mailto:franciane.massina@cgss-guadeloupe.fr)  05 90 90 91 04  [max.joachim@cgss-guadeloupe.fr](mailto:max.joachim@cgss-guadeloupe.fr) | BP 9  97181 LES ABYMES Cedex |
| **CGSS Martinique** | Martinique (972) | Patricia CHEVON | 05 96 66 50 51  [Patricia.chevon@cgss-martinique.fr](mailto:Patricia.chevon@cgss-martinique.fr) | Place d’Armes  97210 LE LAMENTIN CEDEX 2 |
| **CGSS Réunion** | Réunion (974) | Hélène MERCADIER | 02 62 40 35 34  [Helene.mercadier@cgss.re](mailto:Helene.mercadier@cgss.re) | 4, boulevard Doret  CS 53001  97741 SAINT DENIS Cedex |
| **CGSS Guyane** | Guyane (973) | Christophe CANTITEAU | 06 94 40 03 27  [christophe.cantiteau@cgss-guyane.fr](mailto:christophe.cantiteau@cgss-guyane.fr) | Espace Turenne Radamonthe  Route de Raban - BP 7015  97307 CAYENNE CEDEX |